# REFERENCEMENT DES ASSURANCES OBLIGATOIRES EN FRANCE

Source : Ministère de l'économie et des finances

Mise à jour : 1<sup>er</sup> septembre 2018

# **Notice explicative**

Le présent document référence l'ensemble des obligations d'assurance applicables en France, dont la direction générale du Trésor a connaissance à la date de son établissement.

Pour mettre à jour le référencement réalisé en septembre 2008, la direction générale du Trésor a répertorié les normes législatives ou règlementaires, voire les règlements européens, qui imposent explicitement une obligation d'assurance. La référence au texte à l'origine de l'obligation d'assurance est précisée dans tous les cas, même dans l'hypothèse où ce texte a été modifié ou codifié depuis sa publication.

En complément, les extensions obligatoires de garanties, comprises dans une assurance dont la souscription n'est pas obligatoire, ont été ajoutées à titre informatif dans une dernière rubrique spécifique.

En revanche, ne sont notamment pas référencées parmi les assurances obligatoires :

- les autres formes de garantie financière ou de cautionnement, qui peuvent être souscrites et délivrées, en alternative à une assurance, auprès d'autres acteurs que les entreprises d'assurance, notamment des établissements bancaires ou financiers ;
- les assurances, non obligatoires, dont la souscription peut conditionner l'éligibilité à un fonds d'aide national ou à l'obtention d'une subvention.

01/09/2018 Page 1 sur 17

# I. Automobile

#### - Véhicules terrestres à moteur :

Code des assurances, Article L. 211-1 (Code de la route, Article L. 324-1) Loi n°58-208 du 27 février 1958, Article 1er, JORF du 28 février 1958 page 2148

- ✓ Agents utilisant leur véhicule pour les besoins du service :
  - Agents de l'Etat :

Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, Article 10, JORF n°153 du 4 juillet 2006 page 0 texte n°15;

- Ouvriers de l'Etat utilisant leur véhicule pour les besoins du service : Décret n°91-430 du 7 mai 1991, Article 13, JORF n°111 du 14 mai 1991 page 6337 (Renvoi au décret n°2006-781) ;
- Octroi d'avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'achat d'un véhicule nécessaire à l'exécution de leur service :

Décret n°96-890 du 7 octobre 1996, Articles 1<sup>er</sup> et 4, JORF n°239 du 12 octobre 1996 page 14978 (Renvoi au décret n°2006-781) ;

- o **Agents des collectivités locales utilisant leur véhicule pour les besoins du service :** Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, Article 1<sup>er</sup>, JORF n°167 du 21 juillet 2001 page 11783 texte n°46 (Renvoi au décret n°2006-781) ;
- Fonctionnaires et agents relevant de la fonction publique hospitalière utilisant leur véhicule personnel :

Décret n°92-566 du 25 juin 1992, Articles 29 et 33, JORF n°150 du 30 juin 1992 page 8572 ;

- Militaires utilisant leur véhicule personnel à des fins professionnelles :
  Décret n°2009-545 du 14 mai 2009, Article 13, JORF n°0113 du 16 mai 2009, texte n°22 ;
- ✓ Véhicules utilisés par l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) :

Décret n°2001-238 du 14 mars 2001, Article 25 annexe I, JORF n°69 du 22 mars 2001 page 4468 texte n°23 :

✓ Exploitants d'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur :

Arrêté du 8 janvier 2001, Article 2, JORF n°22 du 26 janvier 2001 page 1380 texte n°37;

✓ Professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile : Article R. 211-3 du code des assurances Décret n°2007-1118 du 19 juillet 2007, Article 2, JORF n°167 du 21 juillet 2007 page 12351 texte n°20.

- Experts en automobile :

Code de la route, Article L. 326-7

Loi n°72-1097 du 11 décembre 1972, Article 2, JORF du 12 décembre 1972 page 12779

01/09/2018 Page 2 sur 17

## **II. Transports**

#### - Aéroclubs :

Code de l'aviation civile, Article D. 510-7

Décret n°98-884 du 28 septembre 1998, Article 1er, JORF n°229 du 3 octobre 1998 page 15024

#### Assistance en escale sur aérodrome :

Code de l'aviation civile, Article R. 216-14

Décret n°98-7 du 5 janvier 1998, Article 1 er, JORF n°5 du 7 janvier 1998 page 293

#### Avi-surfaces :

Arrêté 12 juillet 1963, Article 13, JORF du 14 juillet 1963 page 6420

### - Bandes d'envol occasionnelles :

Arrêté 15 juillet 1968 article 7, JORF du 3 août 1968 page 7583

## - Equipages et armateurs des navires de pêche transportant des passagers :

Code des transports, Article L. 5235-1

Loi n°97-1051 du 18 novembre 1997, Article 32, JORF n°268 du 19 novembre 1997 page 16723

# - Exploitants d'aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique :

Code de l'aviation civile, Article D. 221-3

Décret n°67-335 du 30 mars 1967, JORF du 9 avril 1967 page 3609

## - Exploitants de remontées mécaniques :

Code des assurances, Article L. 220-1

Loi n°63-708 du 18 juillet 1963, Article 1er, JORF du 19 juillet 1963 page 6627

## - Transports fluviaux:

Arrêté 29 juin 1942, Article 14, JORF du 19 juillet 1942 page 2490

## - Transporteurs aériens et exploitants d'aéronefs :

Code de l'aviation civile, Article R. 160-1 (Renvoi au Règlement CE n°785/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 21 avril 2004)

#### - Aérodromes appartenant à l'Etat :

Décret n°2007-244 du 23 février 2007, Annexe Article 73, JORF n°48 du 25 février 2007 page 3444 texte n°8

## - Transports aériens :

Règlement (CE) n°1008/2008 du 24 septembre 2008, Article 11, JOUE du 31 octobre 2008

# - Transport routier de personnes à titre onéreux avec des véhicules de moins de dix places, à l'exclusion des transports publics collectifs :

Code des transports, Article L. 3120-4

Loi n°2014-1104 du 1er octobre 2014, JORF n°0228 du 2 octobre 2014 page 15938 texte n°1

01/09/2018 Page **3** sur **17** 

## III. Santé

- Accueil de personnes âgées ou handicapées par des particuliers :

Code de l'action sociale et des familles, Article L. 443-4 Loi n°89-475 du 10 juillet 1989, Article 12, JORF du 12 juillet 1989 page 8761

- Etablissement français du sang :

Code de la santé publique, Article L. 1222-9 Loi n°52-854 du 21 juillet 1952, JORF du 22 juillet 1952 page 7357

- Etablissements recevant des enfants inadaptés ou déficients intellectuels :

Code de l'action sociale et des familles, Article D. 312-54 Décret n°89-798 du 27 octobre 1989, Annexe XXIV, Article 46, JORF du 31 octobre 1989 page 13583

- Gérants de pharmacie en SARL :

Code de la santé publique, Article L. 5125-11 Loi du 11 septembre 1941, JORF du 20 septembre 1941 page 4023

Professionnels de santé exerçant à titre libéral, établissements de santé, services de santé, personne morale, autre que l'État, exerçant des activités de prévention, de diagnostic ou de soins ainsi que les producteurs, exploitants et fournisseurs de produits de santé, à l'état de produits finis :

Code de la santé publique, Article L. 1142-2 (L. 251-1 du code des assurances) Loi n°2002-303 du 4 mars 2002, Article 98, JORF 5 mars 2002 page 4118 texte n°1

✓ Chiropracteurs- Ostéopathes :

Loi n°2014-201 du 24 février 2014, Article 1er, JORF n°0047 du 25 février 2014 page 3250 texte n°4

- Recherche biomédicale :

Code de la santé publique, Article L. 1121-10 Loi n°88-1138 du 20 décembre 1988, JORF du 22 décembre 1988 page 16032

- Organismes habilités chargés de mettre en œuvre des procédures d'évaluation des dispositifs médicaux :

Code de la santé publique, Article R. 5211-56 Décret n°95-292 du 16 mars 1995, JORF n°65 du 17 mars 1995 page 4175

- Infirmiers stagiaires à diplôme étranger :

Arrêté 27 avril 2012, Article 5, JORF n°0108 du 8 mai 2012 page 8508 texte n°122

- Couverture complémentaire santé minimale des salariés :

Code de la sécurité sociale, Article L. 911-7 Loi n°2013-504 du 14 juin 2013, Article 1<sup>er</sup>, JORF n°0138 du 16 juin 2013 page 9958 texte n°1

01/09/2018 Page 4 sur 17

## IV. Habitat, construction

## - Accession à la propriété (HLM) :

Code de la construction et de l'habitation, Article L. 443-2 Loi n°84-595 du 12 juillet 1984, Article 5, JORF du 13 juillet 1984 page 2251

# - Activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce (agences immobilières) :

Loi n°70-9 du 2 janvier 1970, Article 3, JORF du 4 janvier 1970, page 142

#### - Architectes:

Loi n°77-2 du 3 janvier 1977, Article 16, JORF du 4 janvier 1977 page 71

## - Diagnostics techniques :

Code de la construction et de l'habitation, Article L. 271-6 Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005, Article 18, JORF n°133 du 9 juin 2005 page 10083 texte n°8

## ✓ Contrôleurs techniques et techniciens de la construction (travaux d'amiante) : Code de santé publique, Articles L. 1334-13 et R. 1334-15

## - Géomètres experts :

Loi n°46-942 du 7 mai 1946, Article 8-1 et 9-1, JORF du 8 mai 1946 page 3889

## - Locataires :

Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 Article 7, JORF du 8 juillet 1989 page 8541 Code des assurances, Article L. 215-1 (renvoi à loi du 6 juillet 1989)

## - Mandat de gérance d'immeuble HLM:

Code de la construction et de l'habitation, Article D. 442-16 Décret n°2003-154 du 24 février 2003, JORF du 27 février 2003 page 3488 texte n°15

#### - Personnes effectuant l'état des lieux en cas de prêts conventionnés à la construction :

Arrêté du 25 octobre 1991, Article 6, JORF n°251 du 26 octobre 1991 page 14091

## - Travaux de construction (responsabilité décennale) :

Code des assurances, Article L. 241-1 (Code de la construction et de l'habitation, Article L. 111-28) Loi n°78-12 du 4 janvier 1978, JORF du 5 janvier 1978 page 188

#### ✓ Promoteurs immobiliers :

Code des assurances, Article L. 242-2

# - Propriétaire de l'ouvrage, vendeur ou mandataire du propriétaire de l'ouvrage (dommages ouvrages):

Code des assurances, Article L. 242-1

Loi n°78-12 du 4 janvier 1978, Article 12, JORF du 5 janvier 1978 page 188

## **✓** Promoteurs immobiliers :

Code des assurances, Article L. 242-2

#### - Contrôle technique sur les ascenseurs :

Code de la construction et de l'habitation, Article L. 125-2-3 Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003, Article 79, JORF n°152 du 3 juillet 2003 page 11176 texte n°1

01/09/2018 Page 5 sur 17

- Vendeur professionnel d'un immeuble bâti ou d'une partie d'un immeuble bâti, à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation, devant être rénové :

Code de la construction et de l'habitation, Article L. 111-6-2-1

Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006, Article 80, JORF n°163 du 16 juillet 2006 page 10662 texte n°1

Agents commerciaux immobiliers :

Décret n°72-678 du 20 juillet 1972, Article 49, JORF du 22 juillet 1972 page 7773

- Copropriétaire + Syndicat de copropriétaires :

Code des assurances, Article L. 215-2

Loi nº65-557 du 10 juillet 1965, Article 9-1, JORF du 11 juillet 1965 page 5950

- Entreprises de conseil en défiscalisation outre-mer :

Code général des impôts, Article 242 septies

Loi n°2011-1977 28 décembre 2011 JORF n°0301 du 29 décembre 2011 page 22441 texte n°1

- Location-accession:

Loi nº84-595 du 12 juillet 1984, Article 28. JORF du 13 juillet 1984 page 2251

- Professionnels intervenant dans l'ouverture des travaux d'exploitation de gîtes géothermiques de minime importance pour l'étude de faisabilité au regard du contexte géologique de la zone d'implantation et pour la conception et la réalisation des forages :

Code minier, Article L. 164-1-1

Loi n°2015-992 du 17 août 2015, Article 120 JORF n°0189 du 18 août 2015 page 14263 texte n°1

01/09/2018 Page 6 sur 17

# V. Sports, loisirs, culture

## - Mineurs accueillis hors du domicile parental :

Code de l'action sociale et des familles, Article L. 227-5 Loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, Article 13, JORF n°164 du 18 juillet 2001 page 11496 texte n°1

## - Associations communales et intercommunales de chasse agréées :

Code de l'environnement, Article R. 422-63 Loi n°64-696 du 10 juillet 1964, Article 1<sup>er</sup>, JORF du 11 juillet 1964 page 6171

#### - Chasse:

Code de l'environnement, Article L. 423-16 Loi n°75-347 du 14 mai 1975, Article 2, JORF n°0112 du 15 mai 1975 page 4899

#### - Chasse maritime:

Code de l'environnement, Article L. 423-3 Loi n°68-918 du 24 octobre 1968, JORF du 26 octobre 1968 page 10069

### - Exploitants d'établissements destinés à la danse :

Code de l'éducation, Article L. 462-1 Loi n°89-468 du 10 juillet 1989, JORF du 11 juillet 1989 page 8674

## - Pratiquants de la pêche sous-marine de loisirs :

Code du sport, Article L. 321-3 Loi n°86-2 du 3 janvier 1986, Article 13, JORF du 4 janvier 1986 page 200

## Activités et manifestations sportives :

Loi n°84-610 du 16 juillet 1984, Article 37, JORF du 17 juillet 1984 page 2288

- ✓ Associations, sociétés et fédérations sportives : Code du sport, Article L. 321-1
  - O Associations et fédérations sportives scolaires : Code de l'éducation, Article L. 552-4
  - Associations et fédérations sportives universitaires :
    Code de l'éducation, Article L. 841-4

## ✓ Organisateurs de manifestations sportives : Code du sport, Article L. 331-9

 Organisateurs d'une manifestation publique de sports de combat : Code du sport, Article A. 331-33
 Arrêté du 28 février 2008

Organisateurs de manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique :

Code du sport, Article R. 331-14

Décret n°55-1366 du 18 octobre 1955, JORF du 19 octobre 1955 page 10318

# ✓ Organisateurs de manifestations sportives comportant la participation de véhicules terrestres à moteur :

Code du sport, Article L. 331-10

## - Etablissements d'activités physiques et sportives:

Code du sport, Article L. 321-7 Loi n°84-610 du 16 juillet 1984, Article 37, JORF du 17 juillet 1984 page 2288

01/09/2018 Page 7 sur 17

#### ✓ Activité de tir aux armes de chasse :

Code du sport, Article A. 322-146 Arrêté du 17 juillet 1990, Article 5, JORF n°194 du 23 août 1990 page 10268

## - Fédérations sportives délégataires pour les sportifs de haut niveau :

Code du sport, Article L. 321-4-1

Loi n°2015-1541 du 27 novembre 2015, Article 12, JORF n°0276 du 28 novembre 2015 page 22082 texte n°1

## - Organisation et vente de voyages et de séjours :

Code du tourisme, Article L. 211-18

Loi n°92-645 du 13 juillet 1992, Article 4, JORF n°162 du 14 juillet 1992 page 9457

## - Participation des armées à des tâches d'intérêt général :

Décret n°83-927 du 21 octobre 1983, Article 4, JORF du 23 octobre 1983 page 3166

## - Organisateur de spectacles pyrotechniques :

Arrêté du 31 mai 2010, Article 19, JORF n°0125 du 2 juin 2010 page 10049 texte n°9

## - Rassemblements festifs à caractère musical :

Arrêté 3 mai 2002, Article 1 er, JORF n°106 du 7 mai 2002 page 9028 texte n°11

#### - Résidences hôtelières à vocation sociale :

Code de la construction et de l'habitation, Article R. 631-10 Décret n°2007-892 du 15 mai 2007, Article 1<sup>er</sup>, JORF n°113 du 16 mai 2007 page 9099 texte n°22

01/09/2018 Page **8** sur **17** 

# VI. Enseignement, formation, travail

#### - Assistants maternels:

Code de l'action sociale et des familles, Article L. 421-13 Loi n°77-505 du 17 mai 1977, JORF du 18 mai 1977 page 2815

- Assistants maternels au sein d'une maison d'assistants maternels et bénéficiant d'une délégation d'accueil :

Code de l'action sociale et des familles, Article L. 424-4 Loi n°2010-625 du 9 juin 2010, JORF n°0132 du 10 juin 2010 page 10610 texte n°1

#### - Associations intermédiaires :

Arrêté 4 mai 1987, Article 1er, JORF du 7 mai 1987 page 5064

- Assurance des salariés contre les risques de non-paiement :

Code du travail, Article L. 3253-6 Loi n°73-4 du 2 janvier 1973, JORF n°0002 du 3 janvier 1973 page 52

- Etablissements ou organismes chargés de la formation professionnelle alternée des jeunes de 16 à 18 ans :

Ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982, Article 12, JORF du 28 mars 1982 page 956

- Volontaires pour la solidarité internationale :

Loi n°2005-159 du 23 février 2005, Article 5, JORF n°0046 du 24 février 2005 page 3130 texte n°3

01/09/2018 Page 9 sur 17

# VII. Activités industrielles, agricoles, économiques, financières

## - Activité de distribution ou application d'antiparasitaire :

Code rural et de la pêche maritime, Article L. 254-2 Loi n°92-533 du 17 juin 1992, Article 3, JORF n°140 du 18 juin 1992 page 7952

## - Associations de gestion agréées des professions libérales :

Code général des impôts, Annexe II, Article 371 QA Décret n°77-1519 du 31 décembre 1977, JORF du 4 janvier 1978 page 165

# - Centres de gestion agréés :

Code général des impôts, Annexe II, Article 371 EA Décret n°75-911 du 6 octobre 1975, JORF du 9 octobre 1975 page 10411

## - Concours techniques apportés par les SAFER :

Code rural et de la pêche maritime, Article R. 141-2 Décret n°93-1009 du 18 août 1993, Article 1, JORF n°192 du 20 août 1993 page 11818

#### - Conseils en investissements financiers :

Code monétaire et financier, Article L. 541-3 Loi n°2003-706 du 1 août 2003, Article 55, JORF n°177 du 2 août 2003 page 13220 texte n°3

## - Conseils en propriété industrielle :

Code de la propriété intellectuelle, Article L. 422-8 Loi n°90-1052 du 26 novembre 1990, Article 39, JORF n°0276 du 28 novembre 1990 page 14624

## - Démarchage bancaire ou financier exercé par des personnes physiques :

Code monétaire et financier, Article L. 341-5 Loi n°2003-706 du 1 août 2003, Article 50 I, JORF n°177 du 2 août 2003 page 13220 texte n°3

## - Entraide agricole:

Code rural et de la pêche maritime, Article L. 325-3 Loi n°93-934 du 22 juillet 1993, Article 5, JORF n°168 du 23 juillet 1993 page 10348

## - Experts agréés par le conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques :

Code de commerce, Article L. 321-30

Loi n°2011-850 du 20 juillet 2011, JORF n°0167 du 21 juillet 2011 page 12441 texte n°1

## - Experts agricoles et fonciers (inscrits sur liste) :

Code rural et de la pêche maritime, Article L. 171-1 Loi n°2001-602 du 9 juillet 2001, Article 59, JORF n°159 du 11 juillet 2001 page 11001

## - Experts comptables et comptables agréés :

Ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945, Article 17, JORF n°0222 du 21 septembre 1945 page 5938

# - Groupements de prévention des difficultés des entreprises :

Code du commerce, Article D. 611-5

Décret n°85-910 du 27 août 1985, Articles 4 et 5, JORF du 30 août 1985 page 10016

01/09/2018 Page 10 sur 17

## - Organismes de contrôle des instruments de mesure :

Décret n°2016-769 du 9 juin 2016, Article 10, JORF n°0135 du 11 juin 2016 texte n°35

## - Recouvrement amiable des créances :

Code des procédures civiles d'exécution, Article R. 124-2 Décret n°96-1112 du 18 décembre 1996, JORF n°296 du 20 décembre 1996 page 18810

## - Sociétés civiles de placement immobilier :

Code monétaire et financier, Article L. 214-89 Loi n°70-1300 du 31 décembre 1970, Article 4, JORF du 1 janvier 1971 page 9

## - Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques :

Code de commerce, Article L. 321-6 Loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, Article 6, JORF n°159 du 11 juillet 2000 page 10474

## - Organisme de placement collectif immobilier :

Code monétaire et financier, Article L. 214-49 Loi n°88-1201 du 23 décembre 1988, JORF du 31 décembre 1988 page 16736

#### - Contrôle des manèges :

Arrêté du 26 janvier 2009, Article 2, JORF n°0062 du 14 mars 2009 page 4708 texte n° 9

01/09/2018 Page 11 sur 17

# VIII. Professions à statut réglementé

## - Administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires :

Code du commerce, Articles L. 814-4 et L. 814-5 Loi n°85-99 du 25 janvier 1985, Article 35, JORF n°0022 du 26 janvier 1985 page 1117

#### - Avocats:

Loi nº71-1130 du 31 décembre 1971, Articles 27 et 53, JORF du 5 janvier 1972 page 131

#### - Intermédiaires en assurance :

Code des assurances, Article L. 512-6 Loi n°2005-1564 du 15 décembre 2005, JORF n°292 du 16 décembre 2005 page 19348 texte n°3

#### - Notaires:

Décret n°55-604 du 20 mai 1955, Article 13, JORF du 22 mai 1955 page 5136

## - Personnes donnant des consultations juridiques :

Loi nº71-1130 du 31 décembre 1971, Article 55, JORF du 5 janvier 1972 page 131

## - Commissaires aux comptes :

Code de commerce, Article R. 822-36

Décret n°69-810 du 12 août 1969, Article 84, JORF du 29 août 1969 page 8668

## ✓ Exercice sous forme de société de commissaires aux comptes :

Code de commerce, Articles R. 822-60 et R. 822-98 Décret n°69-810 du 12 août 1969, Article 174, JORF du 29 août 1969 page 8668

# - Activités privées de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection physique des personnes :

Code de la sécurité intérieure, Article L. 612-5 Loi n°83-629 du 12 juillet 1983, JORF du 13 juillet 1983 page 2155

## Agences de recherches privées :

Code de la sécurité intérieure, Article L. 622-5 Loi n°83-629 du 12 juillet 1983, Article 30-1, JORF du 13 juillet 1983 page 2155

#### - Courtiers de marchandises assermentés :

Code de commerce, Article L. 131-15 Loi n°2011-850 du 20 juillet 2011, Article 41, JORF n°0167 du 21 juillet 2011 page 12441

## - Organismes chargés des vérifications de conformité (émissions sonores des objets) :

Code de l'environnement, Article R. 571-19

Décret n°95-79 du 23 janvier 1995, Article 8, JORF n°1 du 1er janvier 1993 page 14

# - Conseiller en investissements participatifs :

Code monétaire et financier, Article L. 547-5

Ordonnance n°2014-559 du 30 mai 2014, JORF n°0125 du 31 mai 2014 page 9075 texte n°14

## - Intermédiaire en investissements participatifs :

Code monétaire et financier, Article L. 548-5

Ordonnance n°2014-559 du 30 mai 2014, JORF n°0125 du 31 mai 2014 page 9075 texte n°14

01/09/2018 Page 12 sur 17

# - Intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement :

Code monétaire et financier, Article L. 519-3-4 Loi n°2010-1249 du 22 octobre 2010, Article 36, JORF n°0247 du 23 octobre 2010 page 18984 texte n°1

## Sociétés civiles professionnelles :

Loi nº66-879 du 29 novembre 1966, Article 16, JORF du 30 novembre 1966 page 10451, et, en application aux sociétés :

- ✓ d'architectes : Décret n°77-1480 du 28 décembre 1977, Article 38 et 45, JORF du 1 janvier 1978 page 15 ;
- ✓ de commissaires au compte : Code de commerce, Article R. 822-60 / Décret n°69-810 du 12 août 1969, Article 174, JORF du 29 août 1969 page 8668 ;
- ✓ d'avocats : Décret n°92-680 du 20 juillet 1992, Article 41 et 50, JORF n°168 du 22 juillet 1992 page 9799 ;
- ✓ de commissaires-priseurs : Décret n°69-763 du 24 juillet 1969, Article 54, JORF du 31 juillet 1969 page 7685 ;
- ✓ d'experts agricoles et fonciers et d'experts forestiers : Code rural et de pêche maritime, Article R. 173-43 / Décret n°86-636 du 14 mars 1986, Article 44, JORF du 20 mars 1986 page 4746 ;
- ✓ de greffiers de tribunal de commerce : Code de commerce Article. 743-55Décret n°71-688 du 11 août 1971, Article 52, JORF du 24 août 1971 page 8372 ;
- ✓ d'huissiers de justice : Décret n°69-1274 du 31 décembre 1969, Article 54, JORF du 11 janvier 1970 page 432 ;
- ✓ de notaires : Décret nº 67-868 du 2 octobre 1967, Article 54, JORF du 6 octobre 1967 page 9840 ;
- ✓ d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires : Code de commerce, Article R. 814-91 / Décret n°86-1176 du 5 novembre 1986, Article 44, JORF du 8 novembre 1986 page 13431 ;
- ✓ de géomètres experts : Décret n°76-73 du 15 janvier 1976, Article 43, JORF du 27 janvier 1976 page 677 ;
- ✓ de vétérinaires : Code rural et de la pêche maritime, Article R. 241-87 / Décret n°79-885 du 11 octobre 1979, JORF du 14 octobre 1979 page 2571 ;
- ✓ de biologistes médicaux : Code de la santé publique, Article R. 6223-43 / Décret n°78-326 du 15 mars 1978, Article 48, JORF du 17 mars 1978 page 1117.

#### Sociétés d'exercice libéral :

Loi n°90-1258 du 31 décembre 1990, JORF n°0004 du 5 janvier 1991 page 216, et, en application aux sociétés :

- ✓ d'avocats : Décret n°93-492 du 25 mars 1993, Article 26, JORF n°73 du 27 mars 1993 page 4930 :
- ✓ de commissaires-priseurs : Décret n°92-1449 du 30 décembre 1992, Article 43, JORF n°1 du 1 janvier 1993 page 47 ;
- ✓ de greffiers de tribunal de commerce : Code de commerce, Article R. 743-120 / Décret n°93-86 du 21 janvier 1993, Article 34, JORF n°19 du 23 janvier 1993 page 1202 ;
- ✓ d'huissiers de justice : Décret n°92-1448 du 30 décembre 1992, Article 43, JORF n°1 du 1 janvier 1993 page 40 ;

01/09/2018 Page 13 sur 17

- ✓ d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires : Code de commerce, Article R. 814-91 / Décret n°93-892 du 6 juillet 1993, Article 25, JORF n°159 du 11 juillet 1993 page 9829, pour les administrateurs judiciaires, et Décret n°93-1112 du 20 septembre 1993, Article 25, JORF n°221 du 23 septembre 1993 page 13217, pour les mandataires judiciaires ;
- ✓ de notaires : Décret n°93-78 du 13 janvier 1993, Article 43, JORF n°17 du 21 janvier 1993 page 1061.

01/09/2018 Page **14** sur **17** 

# IX. Assurances de choses

- Dépôts dans les musées nationaux et classés d'œuvres d'art de collections privées :

Code du patrimoine, Article R. 451-33

Décret n°91-286 du 14 mars 1991, Article 5, JORF n°68 du 20 mars 1991 page 3878

- Magasins généraux et entrepôts frigorifiques :

Code de commerce, Article L. 522-16

Ordonnance n°45-1744 du 4 août 1945, Article 12, JORF du 7 août 1945 page 4882

- Opérations financières et comptables exécutées par les directeurs et agents comptables de la Mutualité sociale agricole :

Code rural et de la pêche maritime, Article D. 723-185

Décret n°63-379 du 6 avril 1963, Article 28, JORF du 13 avril 1963 page 3491

- Prêts et dépôts d'œuvres des musées nationaux :

Code du patrimoine, Article D. 423-8

Décret n°81-240 du 3 mars 1981, Article 2, JORF du 13 mars 1981 page 773

01/09/2018 Page **15** sur **17** 

# X. Assurances de personnes

- Assurance obligatoire des enseignants non sapeurs-pompiers contractée par l'union départementale des sapeurs-pompiers ou l'association de jeunes sapeurs-pompiers les employant :

Décret n°2000-825 du 28 août 2000, Article 4, JO du 30 août 2000 page 13394

- Correspondants de guerre :

Décret 22 juin 1944, Article 9, JORF du 6 juillet 1944 page 547

- Exploitants agricoles :

Code rural et de la pêche maritime, Article L. 752-1 Loi n°72-965 du 25 octobre 1972, JORF du 26 octobre 1972 page 11196

- Propriétaires de chiens dangereux :

Code rural et de la pêche maritime, Article L. 211-14 Loi n°99-5 du 6 janvier 1999, Article 2, JORF n°5 du 7 janvier 1999 page 327

01/09/2018 Page **16** sur **17** 

# A. Extension obligatoire de garantie

## - Risques de catastrophes technologiques :

Code des assurances, Article L. 128-2

Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, Article 17, JORF n°175 du 31 juillet 2003 page 13021 texte n°4

## - Catastrophes naturelles :

Code des assurances, Article L. 125-1

Loi n°82-600 du 13 juillet 1982, Article 1, JORF du 14 juillet 1982 page 2242

## - Effets du vent dû aux tempêtes :

Code des assurances, Article L. 122-7

Loi n°90-509 du 25 juin 1990, Article 1er, JORF n°147 du 27 juin 1990 page 7488

# - Dommages matériels directs causés aux biens assurés par un attentat ou un acte de terrorisme :

Code des assurances, Article L. 126-2

Loi n°86-1020 du 9 septembre 1986, Article 9, JORF n°0210 du 10 septembre 1986 page 10956

#### - Faits des personnes dont l'assuré est civilement responsable

Code des assurances, Article L. 121-2

Loi du 13 juillet 1930, Article 13, JORF du 18 juillet 1930 page 8003

01/09/2018 Page 17 sur 17